

MONTREAL CAMPUS

La première ligne tient le coup

Malgré une explosion
des consultations
psychologiques à l'UQAM,
un suivi serré des étudiants
permet aux SVE de maintenir
le rythme **UQAMP3**



GLOBE-TROTTERS AU SECOURS DE L'HUMANITÉ

La face cachée du « volontourisme » et des voyages
de coopération internationale **SOCIÉTÉ P7**

CONSULTEZ NOS AUTRES TEXTES SUR LES DÉPLACEMENTS ÉTUDIANTS

LE RAP QUEB SONNE DRÔLE

L'humour au coeur
de la nouvelle vague

CULTURE P13

DOSSIER

Lutter pour rapper. **P12**

Les hommes dictent le rythme. **P14**

Chasse gardée critiquée. **P15**

ÉDITORIAL

COMMUNICATIONS CENTRALISÉES

Quoi de plus redondant pour le Montréal Campus que d'entamer l'année en détaillant ses attentes et en présentant ses critiques envers l'administration uqamienne au chapitre de la transparence? Ce thème était déjà dans la mire de nos prédécesseurs, qui y ont consacré l'an dernier une chronique bien fouillée et un éditorial incisif.

Il y a une dizaine de jours, les artisans du journal ont été pris d'un certain vertige lors de l'allocution du recteur Robert Proulx. Talonné par les représentants syndicaux quant à la confidentialité excessive entourant les documents institutionnels, M. Proulx a suggéré que la culture opacifiante qui était reprochée à son administration tenait du mythe. «*Les questions de budgets sont confidentielles jusqu'au moment où le conseil [d'administration] en est saisi; après ça, elles deviennent publiques*» a-t-il remarqué.

Nos expériences passées nous laissent hautement sceptiques. Rappelons la réponse obtenue l'an dernier après que nos collègues eurent demandé en bonne

et due forme d'obtenir le budget de l'UQAM pour l'année 2014-2015, adopté par le conseil d'administration en avril 2015. La documentation représentait à ce moment, nous a-t-on dit, «*un secret industriel*» qui, s'il était divulgué, «*risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à l'organisme ou de procurer un avantage appréciable à une autre personne*». D'autres établissements comme l'Université de Montréal publient pourtant assidûment ces informations, accessibles à tous au bout de quelques clics avisés.

Que dire du contrôle accru de l'information entre les murs de l'UQAM? À l'heure où la «*décentralisation organisationnelle*» fait l'objet de consultations publiques, nos activités quotidiennes nous suggèrent qu'une centralisation accrue du message s'opère dans ses échanges avec la communauté.

Nos demandes d'entrevues auprès des personnes-ressources sur le campus

DOMINIQUE DEGRÉ
FÉLIX DESCHÊNES

demeurent trop souvent relayées — parfois sans explication — à la Division des relations avec la presse et événements spéciaux de l'UQAM, branche du Service des communications. Cette mesure affecte nécessairement la qualité du message transmis à la communauté étudiante puisque les personnes les mieux qualifiées pour témoigner des situations précises se retrouvent écartées du dialogue au profit de réponses policées et formatées.

Il nous a semblé que cette tendance se soit intensifiée depuis une réorganisation des instances de direction en juillet 2015, qui a notamment annexé le Service des communications — et donc la Division des relations avec la presse — au rectorat.

En produisant la présente édition imprimée, une de nos collaboratrices a demandé une entrevue aux principaux responsables du dossier qui l'occupait. Elle a été rapidement redirigée vers les canaux officiels de l'UQAM pour ensuite obtenir une réponse... fondée sur des statistiques compilées par les

intervenants qu'elle voulait initialement consulter. Son cas est loin d'être isolé; ces détours inutiles et autres entraves déplorables au dialogue font désormais partie de notre routine. Transigeons-nous toujours avec cette même administration qui, au dépôt de son Plan stratégique 2015-2019, souhaitait «*ouvrir des espaces de dialogue et de communication*» et créer une «*dynamique constructive de partage et d'échange*»?

En réponse à une telle tendance inquiétante, le *Montréal Campus* se montrera d'autant plus obstiné à s'adresser directement aux intervenants les mieux à même de traduire les réalités vécues par les étudiants sur le terrain. Nous nous ferons de plus en plus intolérants face aux réponses laconiques qui nous sont parfois servies sur la base d'arguments discutables. Si un dialogue transparent et ouvert avec l'Université s'avère compromis, nos questions et nos critiques, elles, auront le mérite d'être claires. ❖



Corédacteurs en chef : Dominique Degré et Félix Deschênes | **Chef pupitre UQAM :** Jean-Philippe Guilbault | **Société :** Jean Balthazard | **Culture :** Sarah Daoust-Braun | **Adjoints au pupitre UQAM :** Guillaume Lepage | **Société :** Jasmine Legendre | **Culture :** Laurence Godcharles | **Directrice artistique :** Catherine Legault | **Directeur général :** Carl Vaillancourt | **Responsable des réseaux sociaux :** Geneviève Jetté | **Stagiaires :** Julie Levasseur et Mélina Soucy | **Correctrice :** Myriam Gendron | **Conception graphique :** Fernando Calderón | **Impression :** Hebdo Litho | **Collaborateurs :** Catherine Drapeau, Marie-Jeanne Dubreuil, Myriam Eddahia, Marissa Groguhé, Matisse Harvey, Léa Martin, Daphné Ouimet-Juteau, Alexandre Perras, Maude Petel-Légaré

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale
du Québec- Bibliothèque
nationale du Canada

**MONTRÉAL
CAMPUS**

est publié par les Éditions Montréal
Campus inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web
www.montrealcampus.ca
Courriel: redaction@montrealcampus.ca





SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Une demande qui augmente, un service qui s'améliore

Malgré une explosion de 345 % du nombre de consultations en plus de dix ans, le service de soutien psychologique des Services à la vie étudiante (SVE) de l'UQAM tient le coup

LÉA MARTIN

L'an dernier, les SVE ont offert un peu moins de 2300 consultations psychologiques. Les causes d'une telle hausse restent encore nébuleuses et les services, malgré de récentes améliorations, ne comblent pas toutes les demandes.

En 2008, un article du *Montréal Campus* déplorait le manque de ressources au sein de ce service qui, aujourd'hui, affirme s'être grandement modernisé et offrir aux étudiants une assistance plus rapide et efficace. « Depuis maintenant deux ans, nous avons réorganisé la prise en charge des demandes de soutien psychologique en assurant une première ligne de réponse avec notre travailleuse sociale », affirme la direction des Services-conseils des SVE de l'UQAM. « Dans les 24 à 48 heures suivant la demande, celle-ci réalise une rencontre d'accueil et d'évaluation psychosociale qui est préalable à une consultation auprès du psychologue », explique-t-elle dans un échange de courriels.

C'est ce qu'a vécu Olivier*, étudiant à la Faculté de communication. « Je dirais que dans l'ensemble j'ai été satisfait du soutien psychologique que j'ai reçu », affirme l'étudiant. « C'est relativement facile d'accès du moment où

tu te décides à appeler les SVE et à demander des services, raconte-t-il. Je ne me souviens pas bien du délai d'attente, mais ça a été assez rapide avant que j'obtienne une première rencontre. Environ une semaine. »

Depuis 2014, la durée des listes d'attente serait passée de quatre à six semaines à environ deux semaines pour une première consultation, selon la direction des SVE. « Les Services-conseils des SVE ont démontré au cours des dernières années leur capacité d'adaptation à une demande accrue par différents moyens : l'introduction de nouvelles modalités d'organisation dans l'accueil et l'évaluation des demandes, la planification de l'horaire clinique afin d'offrir des plages de consultation à brève échéance, mais aussi l'ajout de ressources selon les besoins chez les étudiantes et les étudiants », explique la direction des SVE. De plus, le service compte maintenant quatre psychologues, soit deux fois plus qu'en 2008.

Une multitude de causes

De l'avis de Marie-Hélène Véronneau, professeure au Département de psychologie de l'UQAM, plusieurs raisons peuvent pousser les étudiants à avoir davantage recours à des services



ILLUSTRATION CATHERINE LEGAULT

psychologiques. « De nos jours plusieurs étudiants arrivent aux études universitaires parce qu'ils ont eu du soutien [de psychologues] pendant leurs études précédentes. On peut donc avoir une hausse de clientèle qui est un peu plus à risque sur divers plans », explique-t-elle. De plus, selon elle, le fait que les étudiants travaillent de plus en plus en même temps qu'ils étudient peut engendrer des tensions. « Ils ont plusieurs obligations qui peuvent augmenter leur niveau de stress en général, puis les rendre plus vulnérables à certains problèmes de santé mentale », souligne la professeure.

Pour la direction des Services-conseils des SVE, l'augmentation des consultations serait, entre autres, liée à un moins grand tabou en ce qui a trait au recours à l'aide psychologique : « Il y a là, d'une part, un phénomène relatif à l'époque ou à certaines générations pour lesquelles il n'est plus mal vu de se confier à un professionnel de la relation d'aide, et notamment à un psychologue. »

D'ailleurs, selon Marie-Hélène Véronneau, la sensibilisation faite auprès des étudiants pour les informer de l'existence de services psychologiques au sein de

l'Université accroîtrait le nombre de demandes de consultation. « À la rentrée, par exemple, on informe beaucoup nos étudiants que ces services-là sont présents pour eux », affirme-t-elle. « Ça peut effectivement faire augmenter le nombre de personnes qui ont accès aux services, sans nécessairement que ce soit le nombre de problèmes qui augmente. »

Des réformes positives, mais encore imparfaites

Par contre, le service psychologique des SVE comporte encore quelques failles. Il semble compliqué d'avoir accès à ceux-ci au moment de la fin de session, période qui, pour plusieurs étudiants, représente une dose de détresse psychologique importante. Toutefois, selon la direction des Services-conseils des SVE, il est possible d'avoir recours à des services de psychologie toute l'année.

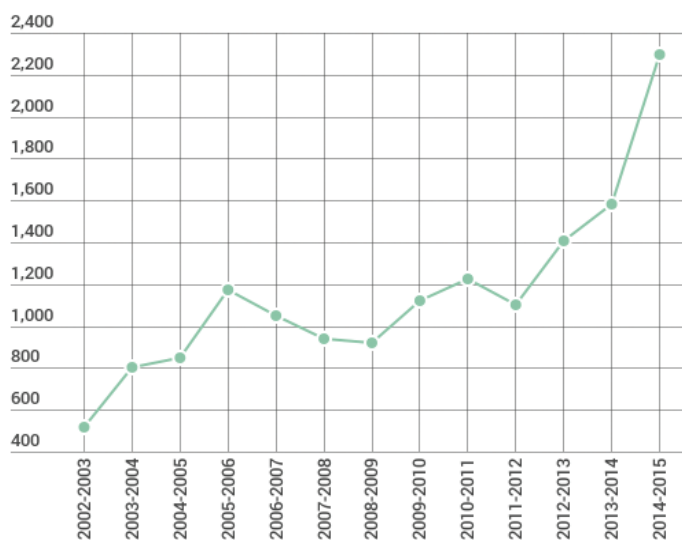
« On était en décembre, environ dix jours avant la fin de la session d'automne, quand j'ai appelé pour avoir un rendez-vous d'urgence, témoigne Olivier. Si je me souviens bien, la réponse a été que ce n'était plus une période

Un coup de pouce des doctorants

À l'UQAM, l'étudiant qui a besoin de plus de trois consultations peut être redirigé vers le Centre de services psychologiques (CSP), où les étudiants au doctorat en psychologie de l'UQAM peuvent effectuer un stage supervisé par des psychologues professionnels durant 9 mois et où ils pourront offrir des consultations à prix modiques. Le service, offert à l'ensemble de la population, compte dans sa clientèle 20 % à 25 % d'étudiants uqamiens. Par contre, au CSP, la liste d'attente est indéterminée. « Étant donné que nous avons plusieurs variables inconnues dans notre équation, on dit toujours à nos clients qu'ils devraient être vus au cours de l'année académique 2016-2017 », explique Julie Muloin, psychologue coordonnatrice au Service d'évaluation et de consultation psychologique et neuropsychologique. « On ne peut donner aucun autre délai, parce que nous fonctionnons avec des stagiaires, donc on ne sait jamais la vitesse à laquelle les apprentissages vont être acquis. On ne sait pas non plus d'avance le nombre de stagiaires que l'on va avoir [...] »

de consultations, que ça devrait attendre au retour des vacances de Noël. Ça, je dois dire, j'ai trouvé ça assez ordinaire. »

Après les trois consultations offertes par les SVE, il devient compliqué d'obtenir un suivi psychologique à moindre coût, indique Olivier. « Dans mon cas, les trois consultations ont été suffisantes. Je suis chanceux sur ce point, parce que sinon l'étudiant se retrouve effectivement plutôt mal pris », explique l'étudiant en communication. ☺



Le nombre de consultations est passé de 515 à 2296 entre 2002 et 2015.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les étudiants retrouvent leur voix

Après presque un an d'attente, les représentants étudiants au conseil d'administration de l'UQAM ont obtenu au mois d'août la nomination du Conseil des ministres leur permettant d'occuper pleinement leur fonction

MARISSA GROGUHÉ

Les étudiants de l'UQAM retrouvent leur droit de vote au conseil d'administration après plus d'un an sans voix, et l'un des étudiants élus dénonce la tension entre deux règlements n'ayant pas joué en leur faveur.

Après plusieurs semaines de campagne, Nadia Lafrenière et Samuel Cossette ont été élus en octobre 2015. Ce n'est pourtant qu'il y a un mois environ que les deux étudiants ont obtenu la nomination qui redonnera une voix à la partie étudiante au sein du C. A. En vertu de la Loi sur l'Université du Québec, les membres des conseils d'administration des universités visées, à l'exception des recteurs, doivent être nommés par le gouvernement. Rappelons qu'en octobre dernier, la porte-parole du ministre de l'Éducation de l'époque avait déclaré au *Montréal Campus* que le décret serait émis « dans les plus brefs délais ».

Questionné sur la longueur du temps d'attente des nouveaux membres étudiants du conseil d'administration, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur prétend n'avoir aucune influence sur le processus décisionnel du C. A. quant aux nominations de ses membres et que « les conseils d'administration des universités sont sous leur responsabilité seulement ». Or, l'UQAM affirme que c'est le Conseil des ministres qui procède à la nomination par décret.

Toujours selon la direction de l'Université, il n'est pas inhabituel que la nomination des membres du C. A. par le Conseil des ministres prenne du temps. « En 2015, la nomination de Mme Nathalie Maillé, membre socio-économique, a pris 14 mois [et] la nomination de M. André Dorion, vice-recteur en remplacement de Mme Monique Goyette, a pris 6 mois », rapporte la porte-parole



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Samuel Cossette (photo) et Nadia Lafrenière ont été nommés au C. A. dix mois après leur élection.

de l'UQAM, Jennifer Desrochers.

Samuel Cossette admet lui aussi que le délai, bien qu'il ait été très long, n'a rien de singulier. « Même s'il y a dix mois d'attente, il y a encore les anciens membres étudiants qui sont présents et qui peuvent voter. Justine [Boulanger] et René [Delvaux] auraient dû siéger jusqu'à il y a trois semaines et ça, ce n'est pas une situation normale », déplore-t-il.

En effet, en vertu de l'article 2.2.4 du Règlement de régie interne de l'UQAM, « le membre en règle d'une instance continue d'en faire partie jusqu'à la nomination de la personne qui lui succède. »

Cette représentation manquait au conseil depuis que les anciens membres avaient été destitués de leurs postes. À la suite des conflits politiques les opposant à l'UQAM, Justine Boulanger a été expulsée pour un an de l'Université en juin 2015. René Delvaux s'est pour sa part vu exclure de son programme en mars 2015. Ces deux évènements ont donc empêché les étudiants, alors élus, de siéger plus longtemps sur le

conseil d'administration, malgré la levée de la sanction imposée à René Delvaux quatre mois plus tard.

Étudiants muets

Élus en 2015, Nadia Lafrenière et Samuel Cossette pouvaient être présents aux rencontres du conseil d'administration, mais seulement en tant qu'observateurs. « C'était impossible pour nous de proposer quoi que ce soit ou de voter pour quoi que ce soit », témoigne Samuel Cossette, qui explique que leur rôle a principalement été de rapporter aux associations étudiantes le plus d'informations possible sur les concertations et décisions des réunions du C. A., dans le respect des règles de confidentialité.

L'institution universitaire indique avoir agi le plus rapidement possible en vertu de ses règlements. « Compte tenu de la période à laquelle les postes de membres étudiants au conseil d'administration étaient vacants, soit à l'été 2015, l'UQAM a procédé

Esprit de clocher

Encore loin de la réconciliation

JEAN-PHILIPPE GUILBAULT

L'UQAM offre depuis cette année une concentration en études autochtones, faisant écho aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada qui demande une meilleure éducation quant à l'histoire vécue par les Premières nations lors de la colonisation du pays. L'Université vient donc presque rejoindre McGill et l'Université de Montréal, qui offrent toutes deux un programme de mineure en études autochtones. Concordia, pour sa part, offre depuis 2012 un baccalauréat complet, le premier dans la province.

De plus, le texte de Guillaume Lepage nous apprend qu'un groupe de recherche mandaté par le Cercle des Premières Nations de l'UQAM terminera sous peu un rapport au sujet de l'accueil des étudiants d'origine autochtone. Ce rapport proposera notamment la création d'un lieu symbolique pouvant être investi par les autochtones de l'UQAM à l'instar du Salon Uatik de l'Université de Montréal, du First Peoples' House de McGill, du Aboriginal Student Resource Center de Concordia ou du pavillon des Premiers-Peuples de l'UQAT.

J'attire votre attention sur la vision et la mission de l'UQAM : « Née d'un processus de démocratisation de l'éducation. [...] Inspirée par l'idéal réitéré et renouvelé de l'accessibilité. [...] La communauté universitaire se mobilise pour servir les collectivités en mobilisant ses ressources [et] contribuer à l'innovation intellectuelle, scientifique, culturelle, technologique et sociale. » Sur ce dernier point, l'UQAM précise même souhaiter un développement « socialement responsable ».

dès le 3 septembre 2015 à l'appel de candidatures pour combler ces postes », rapporte Jennifer Desrochers, dans un échange de courriels avec le *Montréal Campus*. Après une période de votes du 5 au 15 octobre 2015, les élus ont été désignés comme membres observateurs.

Comment se fait-il alors que de toutes les universités de l'île de Montréal, l'UQAM soit autant à la traîne en ce qui a trait aux services offerts aux étudiants autochtones et à la sensibilisation des futures générations d'universitaires aux enjeux les touchant?

L'Université peut compter sur une brillante expertise de professeurs dévoués et bien au fait des réalités vécues par les nombreuses communautés autochtones en sol québécois. Ces professeurs se sont d'ailleurs regroupés pour offrir la concentration, maintenant disponible au sein du cursus uqamien. N'est-ce pas au tour de l'institution de donner un coup de fouet afin de montrer l'exemple et d'être le milieu progressiste et ouvert qu'elle se targue d'être? Bien peu d'étudiants autochtones arpentent les corridors de l'UQAM, mais devons-nous réellement attendre plus longtemps avant d'aller de l'avant et construire une université accueillante? Car ce n'est certainement pas aux premiers peuples à devoir faire les efforts pour réparer les liens brisés.

* * *

Dans un tout autre ordre d'idée, à titre de chef de pupitre UQAM, j'espère avoir démontré, avec le dossier web sur la parité dans les inscriptions de l'Université, l'importance que je souhaite accorder au fait de donner la parole aux étudiantes, trop souvent ignorées dans le monde médiatique. Ainsi, à l'avenir, et tout particulièrement auprès des étudiants membres du conseil d'administration de l'UQAM, nous tâcherons d'aller chercher les commentaires des femmes, tout aussi pertinentes que les hommes. ❖

Une première réunion du conseil d'administration a eu lieu le 12 septembre, en présence des représentants étudiants depuis leur nomination par le ministère de l'Éducation. Samuel Cossette et Nadia Lafrenière ont donc pu y voter pour la première fois. 🗳



ÉTUDIANTS AUTOCHTONES

L'UQAM traîne de la patte

En comparaison, d'autres établissements québécois d'enseignement proposent des services mieux adaptés pour inclure les universitaires des Premières Nations

GUILLAUME LEPAGE

L'UQAM accuse un retard en matière d'accueil et d'intégration de ses étudiants autochtones. C'est du moins ce qu'estiment des membres issus d'un groupe de recherche enquêtant sur leur expérience universitaire, à la grandeur du Québec.

Le cofondateur de la concentration en études autochtones à l'UQAM et professeur au Département de sciences des religions, Laurent Jérôme, fait partie de l'équipe qui transmettra incessamment ses recommandations à l'Université pour « mieux connaître la population autochtone ». « À l'UQAM, on ne connaît pas [les étudiants des Premiers peuples], on ne sait pas qui ils sont, on ne sait pas d'où ils viennent et on ne sait pas forcément ce dont ils ont besoin pour réussir à l'université », fait-il remarquer.

Depuis plus de 20 ans, le coordonnateur du Cercle des Premières Nations (CPN) de l'UQAM, Gustavo Zamora Jiménez, réclame que l'institution garantisse des « services d'accueil et d'intégration » aux étudiants autochtones. « Pourquoi, quand tu es un étudiant étranger et tu arrives à l'université, il y a des services pour toi et lorsque tu viens d'une communauté autochtone, il n'y a rien? », questionne-t-il. L'UQAM fait de la discrimination institutionnelle basée sur l'origine ethnique. »

De l'avis de M. Zamora Jiménez, un lieu spécialement réservé aux étudiants autochtones leur tient particulièrement à cœur. « On aime ça avoir un local pour se rencontrer, socialiser, et où on se sent chez nous parce que *veux, veux pas*, les [étudiants autochtones] sont très minoritaires », laisse-t-il entendre, insistant sur leur caractère « tissé serré ».

C'est à la lumière des entrevues menées dans le cadre de l'enquête avec des étudiants des Premières Nations — de l'UQAM, mais aussi

d'autres universités québécoises — que l'idée d'un lieu « mieux adapté » s'est imposée, dit le coordonnateur du CPN. À son avis, le DS-3223 — espace actuellement occupé par le Cercle — est trop petit pour remplir les besoins de l'organisme. « Quand j'organise une réunion, je dois réserver un autre local parce qu'on ne peut pas faire rentrer tout le monde », soulève-t-il en exemple.

Ce qui se fait ailleurs

À titre comparatif, l'Université de Montréal s'est dotée à l'automne 2015 d'un local, le Salon Uatik, offrant en priorité aux étudiants autochtones un espace de rencontre, d'étude et d'accompagnement. Mélodie Jourdain Michel y est agente de liaison à temps plein, épaulée par deux animateurs culturels, Anna Mapachee et Jimmy Simeon.

« C'est un lieu de rassemblement qui vient répondre au besoin d'appartenance. Nous, les autochtones, vivons en communauté et c'est très important cette valeur-là de se rassembler, de se tenir ensemble et de s'entraider. Ça vient répondre aussi au besoin d'avoir des services culturellement adaptés. »

D'abord diplômée en sexologie à l'UQAM, Mme Jourdain Michel juge que son ancienne université était « mal adaptée » aux réalités des étudiants autochtones. Le Cercle des Premières Nations ne répondait pas à ses besoins scolaires, trop axé, selon elle, sur la « promotion » de la culture autochtone. « Je suis arrivée là-bas, dans ce petit local, où il n'y avait pas d'ordinateur et pas vraiment d'autochtones », confie-t-elle.

À l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), on reçoit les étudiants autochtones avant le début des cours, dans le cadre d'« une semaine d'accueil et d'orientation ». « Il y a autant des événements et des activités entre autochtones que des activités où on les invite à venir interagir avec le reste des étudiants », précise Laurie Chabot,



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

La Maison des peuples autochtones de McGill située sur la rue Peel à Montréal

conseillère à la vie étudiante à l'UQAT. *Déjà, il y a une relation interculturelle qui s'installe.* »

Établissement francophone, l'UQAT comprend toutefois des cohortes pour qui la formation est offerte en anglais, dans le cas des étudiants cris, par exemple. Pour les communautés plus éloignées, des enseignants peuvent aussi se déplacer. « On a des gens, des chargés de cours, qui vont enseigner dans les communautés et on offre un service de support à distance », dit Mme Chabot. *On a autant d'étudiants sur communautés que sur le campus.* »

À l'Université McGill, les étudiants autochtones ont à leur disposition un espace dédié (First Peoples' House), sise sur le campus. Cet endroit sert à la fois de lieu d'étude et de rencontre, en plus d'organiser diverses activités de rassemblement tout au long de l'année scolaire.

« Nous organisons un lunch gratuit tous les mercredis pour les étudiants, qu'ils soient autochtones ou non, donne en exemple la coordinatrice du lieu rattaché aux Services aux étudiants de l'Université, Dana-Marie Williams. *Et nous venons tout juste d'avoir des toilettes pour les [personnes] handicapées.* »

La Maison est aussi une résidence, composée de sept chambres à des prix avantageux garantis par la maison d'enseignement. « Cette année, c'est la première fois que nous avons [en résidence] seulement des étudiants autochtones », indique Mme Williams.

Une démarche attendue

Depuis deux ans maintenant, la doctorante Léa Lefevre-Radelli — dirigée par le professeur Laurent Jérôme — pilote la recherche explorant les parcours post secondaires d'étudiants autochtones au Québec, incluant ceux de l'UQAM. Réalisée en partenariat avec le Conseil en Éducation des Premières Nations, l'enquête a également

mis à contribution deux assistants chercheurs et le Service aux collectivités de l'Université.

Gustavo Zamora Jiménez a été approché par Mme Lefevre-Radelli aux balbutiements de la recherche pour partager sa connaissance du terrain. C'est avec une pointe d'impatience qu'il attend le dépôt des recommandations. Le rapport devrait être déposé d'ici la fin de la session automne.

La porte-parole de l'UQAM, Jennifer Desrochers, a assuré à *Montréal Campus* que l'Université « suit ce dossier de près ». « La sortie du rapport est prévue prochainement et nous collaborons à [sa] stratégie de diffusion », a-t-elle indiqué dans un échange de courriels. 🗨️

SUIVEZ LE

 MTL CAMPUS

 MONTREALCAMPUS

 @MONTREALCAMPUS

MONTREAL CAMPUS

SUR LE WEB

Entre 2011 et 2015,
90% des étudiants admis
en danse à l'UQAM étaient
des femmes.

Portrait d'un danseur qui
fait exception à la règle

À lire
dans la section **UQAM**
du montrealcampus.ca



SOCIÉTÉ

DÉPLACEMENTS ÉTUDIANTS

Partir pour se bâtir une bonne conscience

Les voyages d'aide internationale profitent parfois bien plus aux entreprises qui les vendent qu'aux communautés étrangères

MAUDE PETEL-LÉGARÉ

Pour sortir la nouvelle génération de la mentalité du tourisme de masse et des voyages tout inclus, les écoles secondaires ont recours aux voyages d'initiation à la coopération internationale et au « volontourisme », deux concepts vivement critiqués.

Communément confondus, le voyage d'initiation à la coopération internationale et le « volontourisme » visent à promouvoir la solidarité internationale par le biais d'un voyage. Selon le directeur du programme de maîtrise en développement du tourisme de l'UQAM, Alain Adrien Grenier, leur principale différence demeure l'association qui organise le tout. « La coopération va être menée par des agences officielles de l'État qui vont s'impliquer auprès de communautés dans les pays en développement, alors que dans le cadre du "volontourisme" c'est une activité commerciale », précise-t-il.

L'ancienne élève du Collège Mont-Saint-Louis Charlotte Goudreau a participé à un voyage humanitaire au Cambodge organisé par son école en partenariat avec l'agence Voyages Objectif Terre. Elle s'est vite rendu compte qu'il était plus question d'un voyage de type culturel qu'humanitaire. « On était là pour apprendre leur histoire et leur culture. On visitait des organismes et on passait du temps avec de jeunes démunis, mais ce serait un peu hypocrite de dire qu'on a réellement apporté quelque chose à la communauté », confie-t-elle.

Émotions à vendre

L'industrie touristique mise sur la création de liens entre la communauté d'accueil et les touristes en « commercialisant » l'immersion culturelle. Selon l'organisateur d'un voyage de coopération internationale au Costa Rica au secondaire, Marc Saint-Louis, les « volontouristes »

se retrouvent dans une situation tendancieuse. « C'est quelque chose d'artificiel qui tient de la manipulation et qui abuse de la naïveté et de la bonne foi des volontaires », déplore-t-il. Pour celui-ci, la plus grande différence se trouve dans « l'authenticité » du voyage. « Il faut répondre à des besoins et avoir une vraie possibilité de créer des contacts avec la communauté », fait-il valoir.

Celui qui est aussi animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire du Collège Jean-Eudes organise pour la septième fois ce voyage pour les étudiants de cinquième secondaire. Il a choisi de s'associer avec ARO InterNational, un organisme qui offre des stages d'immersion et de coopération pour faire vivre aux étudiants une expérience interculturelle tout en donnant un coup de main aux communautés.

Selon Alain Adrien Grenier, cette tendance de vouloir « sauver le monde » présente dans le « volontourisme » et la coopération s'apparente à une sorte de colonialisme. « On n'empêche pas la pauvreté en créant des projets, critique-t-il. Cela apaise un peu la misère temporairement, mais ça ne règle rien. » Bien conscient de cet aspect, Marc St-Louis

« On n'empêche pas la pauvreté en créant des projets. Cela apaise un peu la misère [...], mais ça ne règle rien. »

— ALAIN ADRIEN GRENIER, DIRECTEUR DU PROGRAMME DE MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

visé plutôt, à travers les activités communautaires, à sensibiliser ses élèves au quotidien costaricain pour leur faire prendre conscience de l'impact de leur mode de vie. C'est aussi ce qu'a réalisé Charlotte Goudreau lors de son voyage. « Je n'avais jamais visité d'organismes communautaires comme tels, confie-t-elle. Avoir été en contact avec la pauvreté, ça m'a permis de prendre conscience de plusieurs choses. »

Un nouveau souffle

Bien que ces deux types de voyages sont critiqués, selon Alain Adrien Grenier, la situation au secondaire est totalement différente. « On est avec la nouvelle génération de touristes et [l'organisation de voyages à cet âge est] un moyen d'investir dans une autre façon de faire », note-t-il. Dans les deux cas, le voyage qui se dit éducatif veut développer le sens critique des jeunes et montrer à cette génération que le tourisme n'est pas synonyme de plage.

Pour Alexandrine Beauvais-Lamoureux, étudiante au secondaire qui a réalisé un stage de coopération avec ARO InterNational à Cuba, cette expérience lui a permis de sortir de sa zone de confort pour vivre un réel échange interculturel. « Afin de pouvoir communiquer avec des jeunes de mon âge, qui vivaient dans une réalité particulièrement différente de la mienne, je devais faire preuve d'altruisme et d'ouverture d'esprit », raconte-t-elle.

Les voyages au secondaire permettent aux jeunes de mettre en perspective la société de consommation dans laquelle ils vivent et de développer un comportement plus éthique. « Les Cambodgiens ont une réelle richesse d'esprit, ils sont heureux avec ce qu'ils ont, tandis qu'ici nous nous plaignons pour le moindre souci », observe Charlotte Gaudreau. Pour Marc St-Louis, un tel projet éducatif permet aux élèves de faire face à un contraste de valeurs et de sortir du paradigme dans lequel ils sont pris. « Pour nos jeunes qui vivent dans l'abondance et l'individualisme, le Costa Rica est un

exemple de chaleur humaine et d'esprit familial », fait-il remarquer. Du côté d'Alexandrine Beauvais-Lamoureux, c'est plutôt l'entraide naturelle et la conscience sociale qui l'ont marquée lors de son voyage.

Les bienfaits pour les élèves dans ces projets éducatifs sont évidents. Toutefois, selon Alain Adrien Grenier, afin de s'assurer de ne pas tomber

dans le voyeurisme, les écoles devront faire preuve de vigilance en regard à l'organisme avec lequel ils s'inscrivent. « Il faut penser au-delà de cette expérience d'une ou deux semaines, car s'il y a des touristes qui vont "aider la communauté" chaque semaine, on risque de faire comme le tourisme de masse et de travailler à l'acculturation des gens », précise-t-il. ☺

Se déraciner le temps d'un voyage est un luxe de plus en plus prisé dans le cursus scolaire. Du secondaire à l'université, les étudiants ont soif d'enrichissement culturel. Les séjours à l'étranger engendrent toutefois leur lot de défis. DOSSIER DÉPLACEMENTS ÉTUDIANTS P7-9

Depuis plus de 30 ans

Toute la technologie à votre service
Tous les services au même endroit

CHD
CENTRE DENTAIRE
DE
HAUTE TECHNOLOGIE
DU QUÉBEC

Dre Joëlle Marcil
Chirurgien Dentiste

Dr Gabriel C. Lorgovan
Chirurgien Dentiste

URGENCE 514.524.6848
1823, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)
www.CentreDentaireDeHauteTechnologie.com

Orthodontie invisible - Invisalign

Membres de l'A.S.E.Q.

Métro Papineau	Métro Sherbrooke
45 coin Sherbrooke Ligne verte	24 est coin Papineau Ligne orange



DÉPLACEMENTS ÉTUDIANTS

Perdre à l'échange

Les sessions à l'étranger sont peu accessibles pour les étudiants à budget réduit

MATISSE HARVEY

Les échanges étudiants sont de plus en plus convoités chez les universitaires qui souhaitent élargir leurs horizons le temps d'une ou deux sessions. Plusieurs obstacles financiers freinent néanmoins les ardeurs des jeunes voyageurs.

Les sessions universitaires à l'étranger ne cessent de faire de l'oeil aux étudiants au premier et au deuxième cycle. Au cours de l'année 2016-2017, 443 étudiants ont choisi de s'envoler à l'étranger pour y étudier, selon les données annuelles répertoriées par le Service des relations internationales (SRI) de l'UQAM. Une hausse de 8 % par rapport à l'année précédente.

Une majorité d'étudiants ne peuvent toutefois pas se permettre cette expérience en raison de la charge financière qu'elle implique. Si le SRI constate que le nombre d'échanges étudiants a grimpé à l'UQAM, la situation est bien différente à l'échelle nationale. Même si 97 % des universités canadiennes offrent des expériences à l'étranger, seuls 3,1 % des étudiants inscrits à temps plein au premier cycle ont choisi de vivre l'expérience en 2012-2013, selon une étude



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Peu de visas accordés aux étudiants canadiens leur permettent de travailler dans leur pays d'accueil.

sur l'internationalisation menée en 2014 par Universités Canada.

La quasi-totalité des visas accordés aux étudiants canadiens ne leur permettent pas d'exercer un emploi dans leur pays d'accueil. Selon le conseiller à la mobilité internationale étudiante au SRI de l'UQAM, Francis Brown, les États redoutent que des visas études-travail créent « une instabilité économique sur le marché de l'emploi », qu'ils « complexifient la structure administrative liée aux impôts » et que certains étudiants « trouvent la faille dans le système pour prolonger leur séjour ». La France figure parmi les rares exceptions qui autorisent les étudiants canadiens à travailler un maximum de 20 heures par semaine, ou 964 heures par année, d'après le Service des visas du Consulat général de France à Montréal.

Francis Brown constate qu'il est d'autant plus difficile pour les étudiants québécois d'envisager entreprendre une session à l'étranger sans travailler, dans un contexte où la conciliation travail-études est monnaie courante pour une grande majorité d'étudiants aux études supérieures. Cette tendance culturelle contraste avec celle de

« Je connais plusieurs personnes qui ont posé leur candidature pour un visa de travail, mais qui n'ont pas réussi à l'obtenir »

— ARIANE*,
ÉTUDIANTE EN COMMERCE À
L'UNIVERSITÉ MCGILL

leurs voisins européens qui se consacrent souvent exclusivement à leurs études, selon le conseiller à la mobilité internationale.

Il n'est pas rare que certains étudiants contournent toutefois les barrières administratives imposées par leur visa en travaillant au noir. « [Mes employeurs] prenaient un risque en m'embauchant.

Je connais des entreprises qui se sont fait contrôler et qui ont dû payer des amendes très salées », explique Ariane*, étudiante en commerce à l'Université McGill, qui a effectué un échange d'un an à Shanghai. C'est grâce à des contacts, principalement des Français expatriés, que l'étudiante est devenue serveuse dans un bar à vin, hôtesse dans un centre commercial de luxe, puis stagiaire en gestion de projets. « Mon employeur trouvait des reçus dont la somme équivalait exactement au montant de mon salaire, confie Ariane. Légalement, il déclarait ces factures comme [étant] des dépenses [de l'entreprise] ».

Comme la Chine exige deux ans d'expérience professionnelle au sein du domaine dans lequel l'étudiant applique, plusieurs étudiants récemment diplômés ne parviennent pas à y obtenir de visa de travail. « Dans mon entourage, je connais plusieurs personnes qui ont posé leur candidature pour un visa de travail, mais qui n'ont pas réussi à l'obtenir », ajoute l'étudiante.

Des outils comme sources de financement

S'il est vrai que le SRI estime que le coût d'une session à l'étranger oscille entre 6000\$ et 8000\$, la bourse

LE TAUX DE CHANGE DÉRANGE

À la quasi impossibilité de travailler à l'étranger, s'ajoute la problématique du taux de change qui désavantage les étudiants quittant le Québec pour l'Europe de l'Ouest, l'Australie ou les États-Unis. « Je trouve malheureux que des étudiants méritants se heurtent à ce type d'obstacles », déplore le professeur au Département de science politique à l'UQAM, Christian Deblock. Bien qu'il soit parfois inévitable pour les étudiants de s'endetter pour s'offrir une session d'études à l'étranger, il insiste sur l'enrichissement qu'un échange procure sur les plans individuel et académique.

à la mobilité offerte par l'UQAM à tous les étudiants admissibles — soit ceux dont la moyenne cumulative minimale est de 2,8 — en couvrent entre 40 % et 50 %, selon l'estimation de Francis Brown. Bien que les montants restants peuvent paraître faramineux vaux premiers abords, ce dernier insiste sur les autres sources de financement auxquels les étudiants peuvent avoir recours. Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIO) couvrent d'ailleurs jusqu'à 65 % du transport international et une partie de l'assurance, en fonction de la destination. S'ajoutent les initiatives individuelles de financement et les dons offerts par certains députés d'arrondissements.

Cependant, l'investissement financier qu'un échange requiert pousse certains étudiants à remettre en question leur projet. L'étudiant en relations publiques à l'UQAM, Nicolas Groulx, a dû aviser le SRI qu'il ne partirait plus à Lille en janvier 2016, faute de budget. « J'ai réalisé qu'on a à peu près six mois pour amasser 6000 à 7000 \$, explique-t-il. Pour quelqu'un qui est en appartement, [qui doit] payer ses comptes, en plus de mettre cet argent de côté, ce n'est pas nécessairement facile. »

BÍLY KUŇ
BAR

Jazz Live
mar, mer, jeu, ven
18 h-20 h

Musique classique
live dimanche
18 h-20 h

DJ
à partir de 22 h

Pour la programmation
complète visitez
www.bilykun.com

354, Mont-Royal Est
514 845-5392

MCAUSLAN LA PASSION DES GRANDS BIÈRES



SOCIÉTÉ



CATHERINE LEGAULT MONTREAL CAMPUS

Patricia Soto compte se servir de ses avancées en français pour aller terminer sa maîtrise en France.

DÉPLACEMENTS ÉTUDIANTS

S'allier pour s'adapter

MARIE-JEANNE DUBREUIL

Maria Arias et Patricia Soto n'étaient au départ que de simples connaissances, se saluant de temps à autre lorsqu'elles se croisaient dans les corridors de la Pontificia Universidad Catolica Madre y Maestra, en République dominicaine. Maintenant en trimestre d'échange à l'UQAM, les difficultés de s'adapter à cette nouvelle société les ont rendues presque inséparables.

Laissant derrière elles leur famille et leurs habitudes, elles sont arrivées à Montréal en septembre pour continuer en français leur baccalauréat en droit le temps d'une session, un défi de taille pour ces deux hispanophones.

« C'est un processus de s'habituer au français d'ici. Nous avons appris à parler le français international dans des cours parascolaires que nous suivons depuis trois ans. C'est encore difficile de comprendre les gens compte tenu de la rapidité avec laquelle ils parlent et des expressions qu'ils utilisent », explique Patricia, d'un français encore un peu hésitant. « Il faut lire trois ou quatre fois la même chose pour bien la saisir et on sait qu'il y a beaucoup de lectures à faire en droit. C'est tout un défi », ajoute Maria.

Habitues à suivre sept ou huit cours par session en République dominicaine, les deux jeunes femmes ont aussi été surprises par la difficulté d'entreprendre quatre cours au Québec. Elles n'hésitent pas à qualifier la charge de travail de deux fois plus imposante que dans leur pays d'origine. « On ne se plaint pas, les professeurs sont beaucoup plus compétents et le contenu des cours est très intéressant », justifie Patricia.

Un sentiment de liberté

Un trimestre d'échange au Québec n'apporte cependant pas que des difficultés. Maria et Patricia ont été agréablement surprises de constater qu'elles disposent d'une plus grande liberté en terre montréalaise. Se sentir en sécurité en ville n'est pas quelque chose qu'elles connaissaient dans leur mère patrie, même pour des

gestes aussi banals que manger à l'extérieur. « En République dominicaine, j'aurais trop peur de me faire voler », indique Maria.

Cette dernière, plus habituée à sortir, est celle des deux étudiantes qui a le plus expérimenté cette nouvelle liberté. Elle se réjouit de pouvoir fréquenter les bars jusqu'à leur fermeture et de rentrer sans crainte chez elle. « Je me suis vite habituée au mode de vie ici. J'adore le Québec », lance-t-elle.

Pour Patricia, l'adaptation a été plus difficile et le mal du pays se fait davantage ressentir. « Nous avons deux personnalités totalement différentes. Mais, parce que nous avons différentes manières de réagir aux situations, nous nous sommes justement rapprochées », rapporte Patricia, qui se tourne maintenant vers son amie quand elle a des doutes, que ce soit dans sa vie quotidienne ou scolaire.

Malgré les difficultés, Maria et Patricia voient toutes deux leurs quatre mois au Québec comme un tremplin vers de nouvelles opportunités. Si Patricia compte se servir de ses avancées en français pour aller terminer sa maîtrise en France, Maria apprécie la Belle province au point de penser à s'y établir. « Oui, je m'ennuie de la République, mais ici, la vie est meilleure », confie-t-elle. ☺



CATHERINE LEGAULT MONTREAL CAMPUS

Maria Arias pense s'établir au Québec.

Méfais divers

Destination carrière?

JEAN BALTHAZARD

Mathieu* finira ses études universitaires d'ici quelques mois et il songe sérieusement à mettre en suspens sa future carrière pour aller visiter une partie du monde. Cette histoire, il la partage avec des centaines d'étudiants qui termineront leur baccalauréat, leur maîtrise ou leur doctorat, et qui préfèrent voyager plutôt que d'occuper un emploi peu adapté à leurs besoins.

Près de la moitié des titulaires d'un baccalauréat en 2013 (45 %) occupaient en janvier 2015 un emploi à temps partiel parce qu'ils n'avaient pu trouver un emploi à temps plein, selon une enquête réalisée par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Les étudiants qui arrivent au bout de leur cheminement scolaire ressentent la pression de telles statistiques. Si certains préparent avec une dose considérable de stress leur transition vers le monde du travail, d'autres choisissent de bifurquer vers la voie du voyage, nouvelle tendance populaire chez les jeunes adultes occidentaux.

Mathieu*, après avoir complété son dernier examen en avril, commencera d'ailleurs à travailler à temps plein tout l'été comme serveur. Rien ne sert de postuler un emploi relié à son domaine. Son but durant la période estivale sera d'accumuler le plus d'argent pour quitter le pays le plus longtemps possible.

Les étudiants extirpent l'argent de leur tirelire dans une volonté de se familiariser à d'autres cultures, mais également dans un élan de désillusion envers le marché du travail et l'entreprise classique.

Ne sachant pas trop s'ils trouveront un emploi approprié à leurs besoins ou s'ils apprécient tout simplement leur champ d'études, ces universitaires conçoivent une entrée retardée sur le marché du travail comme la solution ultime.

« Souvent, lorsque les backpackers voyagent pour quelque mois, ils le font dans une période de transition de leur vie », explique Isabelle Lampron dans son mémoire, *Le backpacking chez les jeunes adultes : une pratique s'inscrivant dans un processus identitaire ?* « De plus, ww, le fait de vivre dans l'instant présent évacue tout questionnement sur l'avenir des jeunes backpackers. Ce questionnement peut être anxigène pour eux, particulièrement à l'âge où ils doivent faire des choix professionnels. Le voyage peut donc servir de parenthèse nécessaire à une exploration identitaire. »

Nos parents ne veulent toutefois pas encourager cette tendance. Réflexe classique du baby-boomer typique qui vous dira que de partir quelques mois après ses études nuira considérablement à vos chances d'accéder à l'emploi de vos rêves.

Il faut par contre commencer à se poser des questions alors que de plus en plus de diplômés considèrent sérieusement cette option. Est-ce que les étudiants redoutent d'amorcer leur « vie d'adulte » ? Est-ce que la crise identitaire frappe davantage les universitaires ? Est-ce que la pression sociale alimente la détermination des jeunes adultes ? Les motivations des voyageurs restent nombreuses, mais elles cachent un problème, celui d'un attachement moins fort envers le plan de carrière traditionnel. ❖

* Nom fictif

LANCEZ LE DÉBAT

Envoyez vos textes au

opinion.montrealcampus@gmail.com





Nos pâtes
à petits prix
méritent un **A+**



OFFRE SPÉCIALE POUR LES ÉTUDIANTS DE L'UQAM



Partenaire et fournisseur de pâtes officiels



www.popessa.ca



UN BREUVAGE GRATUIT
À L'ACHAT D'UN REPAS !

* Offre valable pour tous les étudiants de l'UQAM à tous les restaurants Popessa participants sur présentation de ce coupon. Ne peut être jumelé à aucune autre offre. N'inclut pas les breuvages alcoolisés.



UNE OFFRE À NE PAS MANQUER!

PROFITEZ DE VOTRE RABAIS DE GROUPE

À titre d'étudiant de l'UQAM, **belairdirect** est heureuse de vous offrir un rabais de groupe pour vos assurances auto et habitation.

Grâce à **belairdirect**, économiser sur vos assurances est plus simple que vous ne pensez.

COMMUNIQUEZ AVEC NOUS
DÈS AUJOURD'HUI

OBTENEZ UNE SOUMISSION

1 866 423.5247

belairdirect.com/groupes



belairdirect est fière de faire équipe avec les Citadins de l'UQAM

belairdirect.
auto et habitation - groupes

Certaines conditions, limitations et exclusions s'appliquent aux offres mentionnées. Ces offres peuvent être modifiées sans préavis. Toute marque de commerce est la propriété de son propriétaire respectif. Veuillez consulter belairdirect.com pour plus de détails. ©2016 La Compagnie d'assurance Belair inc. Tous droits réservés.

NATURISTE

FIER PARTENAIRE
DES CITADINS



EN TOUT TEMPS

15%

POUR LES
ÉTUDIANTS
DE L'UQAM



SUR TOUS LES PRODUITS DE
MARQUE PE 2.0 ET NATURISTE



DISPONIBLE DANS
LES 66 BOUTIQUES

NATUREL • PERFORMANT • ENGAGÉ

NATURISTE.CA

sports experts® CENTRE-VILLE

Obtenez 15 % de rabais sur les vêtements et les chaussures
et 10 % de rabais sur l'équipement sur présentation
de la carte étudiante de l'UQAM*

Fier partenaire des Citadins



*sur la marchandise à prix régulier, excluant les produits Canada Goose.
Offre valide seulement à la succursale du Centre-ville (930 rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal).



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Lucas Charlie Rose considère que le milieu du rap québécois est transphobe.

RAP QUEB

Lutter pour rapper

Lucas Charlie Rose cherche à progresser dans un univers musical parfois hostiles aux minorités sexuelles

MYRIAM EDDAHIA

Invisibles ou exclues, les minorités sexuelles participant ou désirant s'intégrer à la scène rap québécoise détonnent. S'opposant aux idées préconçues dans le milieu du hip-hop, Lucas Charlie Rose, rappeur et transgenre, se bat pour s'y tailler une place. Portrait.

Ayant lancé son premier album intitulé *ROUGE* au mois de juin, l'artiste établi à Montréal depuis sept ans croit que l'intégration des membres de la communauté LGBTQ (lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres et queer) à la scène rap serait essentielle pour exposer leurs réalités méconnues « *Le hip-hop a besoin de gens qui [traitent de] l'oppression d'une manière qui n'a pas encore été entendue* », déclare-t-il.

D'après son expérience, la légitimité de sa présence comme artiste trans au sein de la scène rap — un milieu dans lequel il est déjà difficile de percer — est constamment remise en question. Malgré la présence marquée de la communauté LGBTQ à Montréal, Lucas Charlie Rose croit qu'un « *inconfort* » subsiste dans l'univers du rap. «

À Montréal, les gens [semblent avoir] un problème avec le hip-hop, [en plus] d'avoir un problème avec les gens transgenres. Être un homme transgenre qui fait du rap, c'est dangereux, quoi! Les gens me traitent comme de la merde, ils sont super transphobes, c'est fou! », lance-t-il.

Lucas Charlie Rose ne se sent pas bien accueilli dans le milieu hip-hop, notamment parce que plusieurs « *ne le considèrent pas comme un homme* ». L'artiste confie avoir dû limiter ses occasions de se faire entendre pour cette raison. « *Je participe à des événements LGBTQ puisqu'il y a un manque d'opportunités [dans le domaine du spectacle], souligne le rappeur français de 24 ans. C'est presque impossible [en faisant partie de la communauté LGBTQ], de vivre de son art, dans le milieu du rap. Je ne me fais pas bien payer; je ne me fais pas payer* », avance-t-il.

Sentant que les réalités sont délaissées, il a créé Trans Trenderz, un collectif international d'artistes hip-hop exclusif aux personnes transgenres. Le groupe s'adonne notamment à des compétitions de rap en ligne. Leur mixtape, une compilation de chansons

originales, est attendue pour le mois de novembre.

Le milieu artistique hip-hop semble être ancré dans une logique qui souligne son manque de connaissances à l'endroit de la communauté LGBTQ, croit Tony Esposito, conseiller bénévole aux Archives gaies du Québec, un organisme à but non lucratif qui conserve tous les documents et les objets témoignant de l'histoire de la communauté gaie et lesbienne du Québec. « *Quand la musique rap s'est installée dans le quotidien du grand public, son discours était parfois homophobe, transphobe, sexiste, misogyne ou simplement discriminant ou haineux*, explique-t-il. *La présence de propos homophobes des rappeurs québécois survient [toujours] dans les duels-spectacles, où l'insulte est de mise.* »

Aujourd'hui, des artistes issus de minorités sexuelles forcent les serrures de la scène rap québécoise et tentent de renverser la tendance qu'ils critiquent. « *Nous avons vu [certains acteurs] de la communauté rap s'élever contre ces discours; il y a eu une émergence d'artistes rappeurs LGBTQ et de femmes rappeuses qui viennent contrebalancer les discours stéréotypés*», observe Tony Esposito. ☺

En coulisses

L'automne, ça bourdonne

SARAH DAOUST-BRAUN

Le vent change, la nuit s'allonge, le ciel se voile de gris: l'automne est à nos portes.

Le mercure chute au fil du changement de couleur des arbres, qui se dénudent peu à peu. Et nous, tranquillement, on se cloître à l'intérieur.

Mais, même si on s'emmure, l'ennui n'est pas une option. Quantité de bouquins, d'albums, de séries télé il y a à engouffrer. On se risque quelques fois à mettre le pied dehors, le temps de faire un tour au théâtre ou d'assister à un concert.

Car qui dit équinoxe, dit aussi rentrée culturelle. La saison bénite, qui s'échelonne de la fin du mois d'août au début de décembre, est enfin arrivée.

On s'extasie devant le nouveau film de Xavier Dolan, on trépigne d'impatience de lire la prochaine BD de Guy Delisle, on se hâte de télécharger *Les Frères cueilleurs*, le dernier opus d'Alaclair Ensemble.

On programme notre enregistreur numérique pour ne pas manquer un seul épisode d'*Unité 9*, on se rue devant notre écran pour s'assurer d'être les premiers à acheter des billets pour le Festival du nouveau cinéma (FNC) ou les Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM), on compte les dodos avant d'aller voir Fanny Bloom à la Place des Arts.

L'automne, la culture bourdonne. L'offre montréalaise, québécoise, canadienne, internationale, est si impressionnante qu'on ne sait souvent plus où donner de la tête. Du coup, il faut faire des choix, prendre des décisions. Décider si on favorise *Tartuffe* au Théâtre du Nouveau Monde ou *Une femme à Berlin* à l'Espace GO. C'est une question de budget oui, mais aussi de temps et de curiosité. On ne peut pas tout voir, lire ou écouter, bien entendu.

Cette année, la réflexion se

transpose à un autre niveau. Un « nouveau chapitre culturel pour le Québec » se rédige petit à petit. Le gouvernement provincial a décidé de mettre à jour sa politique culturelle, qui date de 1992. La période de consultation publique s'est terminée en août, tout comme celle allouée pour transmettre un mémoire. Maintenant, le ministre de la Culture et des Communications, Luc Fortin, et son comité-conseil de sept membres doivent livrer pour 2017 leur nouvelle vision, leurs orientations et leurs objectifs pour mieux encadrer et définir la culture au Québec en ce 21^e siècle.

Le défi sera grand puisqu'en 25 ans, les choses ont bien changé au pays d'Émile Nelligan. La vague numérique a déferlé, la démographie a évolué, la mondialisation s'est accélérée. Des questions sur le financement culturel à l'ère de la gratuité, sur l'amélioration de la visibilité des contenus, sur la façon de consommer la culture devront être posées. Certains ont déjà proposé des pistes de réflexion intéressantes comme *Le Devoir* et son désir d'un financement étatique de la presse indépendante, le Partenariat du Quartier des spectacles et sa volonté de taxer les gros joueurs sur le web comme Netflix, et Québec Cinéma et son souhait d'intégrer un cours de cinéma obligatoire dans le parcours scolaire.

Au cours de prochains mois, le ministère et le comité-conseil s'attèleront à cette fastidieuse, mais nécessaire, tâche. Un travail qui ne devrait pas incomber qu'aux hautes sphères gouvernementales, mais se refléter aussi au quotidien. En cette période automnale d'abondance, il est l'heure de se questionner sur notre relation avec la culture québécoise et sur la façon dont on aimerait qu'elle fleurisse. En attendant les repousses du printemps. ❖



CULTURE

RAP QUEB

L'humour dans le rap : du sérieux au Québec

Les textes déjantés écrits par les artistes d'ici ne les décrédibilisent pas pour autant

LAURENCE GODCHARLES
ALEXANDRE PERRAS

Ils écrivent le sourire aux lèvres sans pour autant délaissier le sérieux de leur démarche. Certains rappers québécois intègrent l'humour dans leurs textes, un procédé inhérent à leur identité créative.

L'écriture absurde et iconoclaste des différentes pièces du plus récent album d'Alaclair Ensemble, *Les frères cueilleurs*, rappelle que le collectif «post-rigodon» a contribué à l'éclosion d'un nouvel essor du rap dans la Belle Province. Leurs textes repoussent les limites du rap québécois alors que l'influence de l'humour y est omniprésente.

« Chus late désolé, j'ai un dégât d'sauce pois », répétaient en chœur les adeptes d'Alaclair Ensemble réunis le 16 septembre au Club Soda à Montréal, à l'occasion du lancement du quatrième album de la formation.

« Au Québec, l'humour prend beaucoup de place, ça fait partie de notre identité »

— KenLo Craquques,
MEMBRE DU COLLECTIF
ALACLAIR ENSEMBLE

Six ans plus tôt, leur premier album 4,99 brisait les barrières stylistiques de l'époque. Encore aujourd'hui, il est salué pour sa plume décomplexée aux sonorités humoristiques.

« Sans aucun doute, Alaclair Ensemble est l'un des premiers groupes de rap au Québec qui s'est permis d'intégrer des blagues dans ses textes sans s'en cacher », explique le rappeur Gregory Beaudin alias Snail Kid, membre des groupes Dead Obies et Brown. Ce dernier souligne également l'importance qu'a eu l'album dans la création de *Collation Vol 1*, le premier EP de Dead Obies.

« Je ne veux pas minimiser l'impact que l'album [4,99] a eu, mais je ne me balade pas en disant que j'ai révolutionné le rap au Québec. Je ne le pense pas non plus », croit de son côté Ogden Ridjanovic, du collectif Alaclair Ensemble.

« Actif depuis 2010, Alaclair a complètement régénéré la scène du rap québécois comme on la connaissait avant la sortie de l'album 4,99 », affirme Laurent K. Blais, auteur du mémoire *Le rap comme milieu : ethnographie d'artistes de Montréal*. Également cofondateur de 10kilo.us, blogue montréalais sur le rap contemporain, il remarque que le hip-hop québécois d'avant 2010 abordait « majoritairement des thématiques lourdes accompagnées de violons et de gens qui braillent ».

Un procédé stylistique de choix

Pour deux des membres d'Alaclair Ensemble, KenLo Craquques (KNLO) et Ogden Ridjanovic, utiliser l'humour n'est pas une façon de déjouer la critique en assumant moins ses propos. D'après eux, l'utilisation



FÉLIX DESCHÈNES MONTRÉAL CAMPUS

Le groupe Alaclair Ensemble (présent sur les deux photos) foulait la scène du Club Soda le 16 septembre dernier, à l'occasion du lancement de son quatrième album, *Les frères cueilleurs*.

de ce procédé n'empêche pas la création d'un produit musical crédible et de qualité. « Au Québec, l'humour prend beaucoup de place, ça fait partie de notre identité », explique KNLO qui a récemment réalisé le court-métrage musical *LAN 16*. « Justement, tu peux faire de l'humour en étant pris au sérieux », ajoute Ogden, alias Robert Nelson, aussi rappeur dans la formation Rednext Level.

Snail Kid assure que son penchant pour le registre humoristique découle bien plus d'un choix créatif que d'une incapacité à traiter des thèmes de la violence et de la pauvreté, omniprésents dans les textes de rap. « Le contexte social n'est peut-être pas le même que dans certains endroits aux États-Unis, mais ces réalités existent. La pauvreté reste la pauvreté, peu importe l'échelle. » KNLO abonde dans le même sens. « C'est se cacher les yeux se dire que c'est la belle vie à Montréal » observe-t-il.

Laurent K. Blais estime pour sa part que l'intégration de l'humour dans les textes d'un artiste est un outil plutôt qu'une finalité en soi. « Dans le cas d'Alaclair, la violence n'avait pas [pour eux] de résonance. Ils ont utilisé d'autres voies pour passer leur message », énonce-t-il.

Dans certains cas, l'humour n'est pas seulement un véhicule pour ajouter une couleur aux textes. Selon Snail Kid, son utilisation permet aussi d'enrichir les spectacles. Le passé d'improvisateur des trois membres du groupe Dead Obies — 2oSome, Yes McCan et lui-même — ajouterait à son avis une touche d'authenticité à leurs performances scéniques. Cela permettrait d'attirer un auditoire à la recherche d'une expérience plus globale. « Le rap est reconnu pour

donner des shows de mardo, avance Snail Kid. Le rappeur est souvent un petit peu trop cool pour faire une mise en scène ».

À son avis, la manière de se produire sur scène s'est transformée ces dernières années au Québec, mais également chez nos voisins du Sud. « Je me rappelle lorsque j'écoutais les shows de Dr Dre avec Eminem, c'était toujours la même chose. Aujourd'hui, on voit des gars comme Kanye West

qui s'efforcent de présenter des performances scéniques incroyables. », ajoute-t-il.

Laurent K. Blais est du même avis. « Dans l'univers du rap, partout dans le monde, [la vaste majorité] des spectacles sont vraiment plates. Règle générale, le rap est un très mauvais genre scénique parce qu'il y a vraiment peu d'artistes qui ont la chance d'avoir un background théâtral. », précise-t-il. ☺

Effervescent pour certains, hermétique pour d'autres, une chose est sûre, le milieu du rap au Québec fait jaser.

Un petit groupe d'artistes parvient à tirer son épingle du jeu dans un univers masculin tissé serré, où l'humour point parfois. Mais ce ne sont pas les seuls à savoir jouer avec le rythme et la poésie ; les femmes et la communauté LGBTQ ont aussi leur mot à dire.

DOSSIER RAP QUEB P12-15



FÉLIX DESCHÈNES MONTRÉAL CAMPUS



CULTURE

RAP QUEB

Les hommes dictent le rythme

Les rappeuses au Québec évoluent trop souvent dans l'ombre des artistes masculins

DAPHNÉ OUMET-JUTEAU

Unettes fumées aux lumières clignotantes bleue, jaune, rouge; queues de cheval éméchées et ballon de plage sous le bras : le groupe féminin Bad Nylon, avec un goût pour le ludique, livre ses rimes franglaises à son public grandissant avec une énergie vibrante. Cinq visages féminins qui surprennent et attirent au milieu du « boys' club » féroce qu'est le rap québécois.

Chloé Pilon-Vaillancourt, cofondatrice et membre de Bad Nylon, connue sous le pseudonyme de Marie-Gold, explique que le succès de la formation a été presque immédiat. « On a vraiment eu une belle ouverture et une belle visibilité dès le début même si on a aussi eu beaucoup de haters », se remémore-t-elle. Le groupe entièrement féminin a su se démarquer dans un univers où les hommes dominent. « Ça nous donne un avantage, mais seulement parce qu'on travaille assidûment et qu'on n'est pas supportées uniquement par notre statut de femmes », avance-t-elle.

Jenny Salgado alias J.Kyll, serait la première femme à s'être taillé une place sur la scène rap québécoise. La cofondatrice du groupe hip-hop emblématique Muzion affirme qu'aujourd'hui, plus que jamais, l'industrie du rap cherche des femmes talentueuses. « Le problème, c'est que les femmes qui s'intéressent au rap actuellement ne sont pas all in, explique-t-elle. Elles font une chanson et se retirent. » J.Kyll ajoute que si l'industrie et le public sont aujourd'hui plus cléments, « les pairs, eux, les attendent avec des briques ».

Pour la rappeuse, moins de dix femmes ont réellement réussi sur la scène rap à l'échelle mondiale en 2016 et aucune ne provenait du Québec. « Quand on pense au rap québécois, ce sont des noms masculins qui nous viennent à l'esprit comme Dead Obies, Manu Militari et Loud Lary Ajust », se désole J.Kyll. Il est primordial que les femmes puissent s'exprimer à travers le rap puisque celui-ci est devenu un type de musique populaire et universel, souligne la rappeuse. « Paradoxalement, le rap d'aujourd'hui, parce qu'il reflète la société et du même coup son



FRANCIS TANGUAY

Des artistes rap féminines comme Bad Nylon ont de la difficulté à percer dans l'industrie.

obsession de l'image, fait une fixation sur le paraître. Les femmes n'ont jamais été aussi "objectivisées" », dénonce Jenny Salgado.

La rappeuse Sarahmée et la coordonnatrice d'événements Eva Rostain, qui a entre autres travaillé avec Kalash, French Montana et Bow Wow, s'entendent sur l'absence de renouvellement de la scène rap : depuis quelques années, elles n'ont pas vu de nouveaux visages féminins. Eva Rostain souligne que ce n'est pas n'importe quelle femme qui peut survivre au milieu. « C'est un environnement de requins, il faut être forte, avoir une tête solide sur les épaules. Surtout, on doit rester soi-même et ne pas penser à plaire », avertit la jeune femme.

Raconter sa singularité

« Le rap, c'est très agressif. Les femmes ont le pouvoir d'apporter une sensibilité différente dans cette musique », expose de son côté Sarahmée. Elle croit qu'en partageant leur expérience de vie féminine, les rappeuses pourraient aller chercher un public plus large et diversifié tout en inspirant les jeunes filles. Sarahmée signale que les opportunités pour les femmes dans le milieu sont énormes en raison de leur faible

nombre. Cette dernière est d'ailleurs souvent contactée lorsqu'un passage d'une chanson nécessite une rappeuse. « Aujourd'hui il y a

de la place pour tout le monde sur la scène du rap, il faut seulement trouver ce qui nous rend unique et l'exploiter », conclut l'artiste. 📌

Vos études vous donnent soif?

Présentez votre carte étudiante de l'UQAM et savourez un cocktail de fruits GRATUIT* avec votre repas!

cora 1017, rue Ste-Catherine Est
Montréal 514 285-2672

*À l'achat d'un repas d'une valeur de 8 \$ ou plus. Valide exclusivement au restaurant Cora situé au 1017, rue Ste-Catherine Est. Un cocktail de fruits par carte étudiante valide, par visite. Ne peut être jumelée à aucune autre offre et n'a aucune valeur monétaire. Offre sujette à changement sans préavis.

MUSIQUE



NOIRE NOBLESSE

J.KYLL

Le groupe BMG Québec inc.
1999

« Je ne suis que la suie qui salit tes mains blanches d'ange fatigué. Je suis le sommeil. Le vivre des soldats de la terre qui s'affèrent à vivre la vie et vive la vie! », récite en spoken word la rappeuse J. Kyll, reconnue pour sa plume singulière, imagée et assurée. Ces paroles sont issues de la pièce Noire noblesse qu'on retrouve sur *Mentalité Moune Morne...* (Ils n'ont pas compris), le premier album de la défunte formation hip-hop Muzion, pionnière du genre au Québec. J. Kyll, alias Jenny Salgado — qui sortira en 2010 un album solo (... Et tu te suivras) sous ce nom — fut l'une des trois membres du groupe d'origine haïtienne et auteur de nombreux textes qui permettront à Muzion d'atteindre la notoriété et de récolter plusieurs prix au début des années 2000.



LÉGITIME

SARAHMÉE

Bonhomme Label
2015

Après deux EP remarquables, Retox et *Sans détour* sortis en 2013, Sarahmée a lancé son premier album, *Légitime*, à l'automne 2015. Insufflant une bonne dose d'énergie et de caractère aux 16 pièces de l'œuvre, la rappeuse prouve que sa place est belle et bien légitime dans l'univers hautement masculin du hip-hop québécois. On retient les chansons *Des hauts*, *Ennemis* et *Laisser tomber* — cette dernière en collaboration avec son grand frère Karim Ouellet. Sur des rythmes urbains bien appuyés, les textes sont à l'image d'une artiste forte et déterminée, mais sensible, qui ne se laissera certainement pas marcher sur les pieds.



CULTURE

RAP QUEB

Chasse gardée critiquée

Malgré l'effervescence du genre, une poignée d'artistes se retrouvent sous les feux de la rampe

CATHERINE DRAPEAU

Alors que certains rappers foulent les planches dans les festivals de renom, ce n'est qu'un petit nombre d'artistes établis dans le milieu qui atteint ce niveau de représentation. Les nouveaux venus doivent mettre les bouchées doubles pour réussir à prendre leur place dans l'industrie.

Le rap est né au cœur des années 1970 dans les ghettos américains alors que la population noire cherchait une manière de faire entendre ses revendications. Aujourd'hui, ce mouvement aurait perdu de son essence, croit le groupe émergent québécois RBV, qui a lancé son premier opus en février 2016. « Si on regarde les premiers artistes hip-hop, c'étaient des révolutionnaires, des gars qui voulaient changer l'aspect social et politique de leur situation. Mais maintenant que le rap s'est commercialisé, il y a une désresponsabilisation dans leur art, c'est rendu du divertissement », dénonce Antoine Renzo, un membre du groupe. Ainsi, il dit ne pas identifier son art aux artistes rap qui connaissent du succès en ce moment, car il soutient que le rap a été dénaturé.

Les membres du groupe sont pourtant conscients qu'il sera difficile de faire leurs preuves. « Ce qu'on fait ce n'est pas de la pop. Notre but ultime, c'est d'exprimer une idéologie, de prendre position. On veut se lancer de façon indépendante, car on veut rester fidèles à nous-mêmes », dit Marco Tétrault.

Pour sa part, Samuel Ricard, animateur de l'émission *Hip Hop Café Radio* sur CISM qui se consacre autant aux artistes de la relève qu'aux vétérans du rap québécois, ne croit pas en l'hermétisme du milieu rap au Québec; il y voit plutôt un boom. « Du côté francophone par exemple, nous avons des groupes qui sont de plus en plus visibles à Montréal comme Les 13 Salopards, L'Amalgame, Ségala, BKLLLOYD. C'est sans parler de la scène anglophone rap à Montréal qui est littéralement en train d'exploser »,



CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Le groupe RBV estime que le rap contemporain est dénaturé.

souligne-t-il.

Celui-ci concède toutefois qu'il manque de diversité dans l'offre présentée dans les grands médias. « À quand la présence de Kaytranada, d'A-Trak, High Klassified sur le plateau de Tout le monde en parle?, s'interroge-t-il. Eux qui font pourtant rayonner le son montréalais et sa scène de producteurs à travers le monde... »

Sous les projecteurs... parfois

Le rap reste le genre musical le plus écouté en ligne au monde, selon un recensement réalisé par Spotify en 2015. Le rap québécois n'y fait plus exception: il fait désormais parler de lui aux heures de grande écoute sur les ondes de Radio-Canada, il trouve sa place dans la programmation des festivals comme les Francolies et Osheaga, et il a gagné en reconnaissance dans les galas qui récompensent la musique d'ici. Le public a pu découvrir des artistes du milieu

du rap, comme Loud Lary Ajust, Dead Obies, Brown ou Koriass qui ne jouissaient pas d'une telle visibilité avant de percer au courant des dernières années.

Toutefois, Samuel Ricard constate également le manque de diversité des artistes qui sont mis de l'avant dans les médias. « Parce que certains

« L'industrie classique est réticente aux nouveaux venus, car elle y voit une compétition

[...]

— ANTOINE RENZO,
MEMBRE DU GROUPE RAP RBV

groupes ne se sont pas retrouvés au cœur d'une controverse, ils ne suscitent pas l'intérêt des grands médias. Par contre, les gens qui suivent le rap québécois savent très bien que plusieurs artistes marquent l'histoire, mais les médias de masse ne se donnent pas la peine de les retracer », se désole celui qui rédige présentement un mémoire sur la scène rap francophone montréalaise.

Une ouverture qui s'accroît

Le fondateur de la maison de disque 7ième ciel, spécialisée dans le hip-hop québécois, Steve Jolin, soutient que la place croissante qu'occupe le rap dans la sphère médiatique s'explique par une plus grande ouverture des diffuseurs. « C'était une question de temps, les décideurs sont de plus en plus jeunes et ils ont été un jour ou l'autre en contact avec la culture hip-hop. Ceux qui pensent encore que le monde n'aime pas le rap sont en train de passer à côté d'une belle

occasion d'être de leur temps », proclame-t-il.

L'effervescence du mouvement, favorisée entre autres par les médias sociaux, permet aux nouvelles têtes de partager leur matériel plus facilement. Les industries indépendantes commencent à prendre de plus en plus de place, car tout le monde peut produire à la maison, ce qui déplaît aux maisons de productions déjà établies. « L'industrie classique est réticente aux nouveaux venus, car elle y voit une compétition certaine et elle veut continuer à faire rouler son marché », constate Antoine Renzo, qui n'a pas les moyens d'enregistrer en studio.

Le Québec ne manque pas d'initiatives pour mettre de l'avant le rap québécois, croit Samuel Ricard, « L'année 2016, c'est aussi l'apparition d'un festival comme La Grosse Semaine de Grosse Chose, le retour des Word Up Battles!, la programmation plus que rap que du OUMF », observe-t-il. ☺



FAIRE
TOURNER
L'ÉCONOMIE
D'ICI.

REER+
POUR EN FAIRE PLUS
reerplus.com/uqam

 **FONDS**
de solidarité FTQ